



Le Maire de la commune de MONT,

Vu la loi n°82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des collectivités locales, complétée et modifiée par la loi n°82-623 du 22 juillet 1982 et par la loi n°83-8 du 07 janvier 1983 ;

VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213-1 à L 2213-4 ;

VU le code de la route et notamment les articles R 110-1, R 110-2, R411-5, R411-8, R441-25 et R414-4 à R414-16 ;

VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, (livre I – quatrième partie – signalisation de prescription) approuvée par l'arrêté interministériel du 7 juin 1977 modifiée et complétée ;

VU la demande de INEO Equans;

Considérant qu'en raison de travaux d'extension de réseau souterrain électrique avec la pose d'un coffret, en agglomération, effectuées par INEO Equans, il y a lieu de réglementer la circulation selon les dispositions suivantes.

ARRÊTE

Article 1^{er} : Du 21/02/2022 au 25/02/2022 inclus, date prévisionnelle de fin de travaux, sur le chemin de Las Bignes, en agglomération, la circulation de tous les véhicules sera interdite.

L'accès aux habitations des numéros 2, 5, 6 et 7 sera autorisé.

Article 2 : Les restrictions sur les conditions de circulation qui peuvent être imposées au droit de ces zones de travaux sont les suivantes :

- Défense de stationner
- Interdiction de dépasser dans les deux sens
- Limitation de vitesse à 30 km/h

Le demandeur prendra les dispositions nécessaires pour maintenir la circulation des riverains.

Article 3 : La signalisation au droit et aux abords du chantier sera mise en place, maintenue en permanence en bon état, adaptée pendant les interruptions et enlevée à la fin des travaux.

Elle sera conforme aux prescriptions de l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (huitième partie – signalisation temporaire) approuvée par l'arrêté du 6 novembre 1992 modifiée et complétée et au schéma CF24 du « Manuel du chef de chantier routes bidirectionnelles édition 2000 » édité par le SETRA.

La signalisation permanente sera adaptée simultanément pour être en cohérence avec la signalisation temporaire.

Article 4 : Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 5 : Le présent arrêté sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur et dans la commune de MONT.

Article 6 : Conformément à l'article R421-1 et suivants du code de justice administrative, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification ou de publication.

Article 7 : Ampliation du présent arrêté sera adressé à :

- INEO Equans, pétitionnaire

et sera déposée comme minute aux archives de la Mairie de Mont.

A Mont, le 17/02/2022

Le Maire,



Jacques CLAVÉ